



RAPPORT DEFINITIF DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES 2022

présenté le 17/11/2022 à la CLECT

EXERCICE 2022 POUR L'AC2022

Annexes jointes :

Annexe 1 -compétence voirie : tableau d'extinction de la charge transférée dite ancienne

Annexe 2-compétence enfance jeunesse : tableau récapitulatif de la charge transférée à impacter aux communes pour les ALSH/AJSH gérés en régie

Annexe 3-compétence enfance jeunesse : tableau récapitulatif de la charge transférée à impacter aux communes pour les ALSH associatifs

Annexe 4- compétence enfance jeunesse : tableau récapitulatif de la charge transférée à impacter aux communes pour les crèches en régie

Annexe 5- compétence enfance jeunesse : tableau récapitulatif de la charge transférée à impacter aux communes pour les crèches associatives

Annexe 6- tableau récapitulatif CLECT 2022

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20221208-2022-184-DE

Ministère de l'Intérieur

Réception par le préfet - 15/12/2022

Publication : 09/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



I- CADRE JURIDIQUE

La Commission Locale d'Evaluation des Charges transférées (CLECT) est une commission obligatoire et permanente dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) faisant application du régime de la fiscalité Professionnelle Unique (FPU).

Son mode de fonctionnement et ses missions sont définis par l'article. 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

1 - rôle de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)

La CLECT a pour rôle de préparer l'évaluation des charges et des recettes liées aux compétences transférées à la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois. La finalité de cette évaluation est de déterminer, in fine, pour chacune des communes le montant de son attribution de compensation (AC).

Le mécanisme de l'Attribution de Compensation (AC) créé par la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a pour objectif d'assurer la neutralité des transferts aussi bien pour les communes que pour l'Etablissement Public de Coopération intercommunale (EPCI) qui opte pour le régime la fiscalité professionnelle unique (FPU). Ce principe s'applique obligatoirement lors de la création de l'EPCI ou lors de tout transfert de compétences.

Schématiquement, lorsqu'un EPCI a adopté le régime de la FPU, il se substitue aux communes pour la perception de :

- l'intégralité de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- la totalité de la part de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) revenant au bloc communal ;
- la totalité des fractions d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) revenant au bloc communal;
- l'intégralité de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TATFPNB) ;
- des taux additionnels à la taxe d'habitation et aux taxes foncières.

De ces ressources sont déduites les charges transférées (CT), le différentiel étant :

-soit reversé à la commune (si recettes captées par l'EPCI > CT),

-soit encaissé auprès de la commune (si recettes captées par l'EPCI < CT)

En 2013, année de fusion de la CCRLCM qui est passée de 20 à 52 communes, les missions de la CLECT ont été particulières : il s'agissait de déterminer le montant des AC de l'ensemble des communes de la CCRLCM, selon les règles antérieurement établies pour les communes de la CCRL, pour lesquelles le régime de la fiscalité professionnelle unique était déjà adopté.

Pour les 20 communes historiques, les attributions de compensation ont donc été établies depuis 2003 sur la base du calcul légal de l'époque. Ainsi la formule qui leur est applicable dans le cadre du calcul de l'attribution de compensation est la suivante :

AC 2022 = (TP 2002 + compensation part salaires 2002 + part de TP sivome 2002 + produit TP permis construire délivrés avant le 31/12/2002) + (neutralisation impacts fiscaux de la fusion sur imposition ménages 2013) – charges nettes transférées 2022 (fonctionnement + investissement)

Pour les autres communes de la CCRLCM, qui n'appartenaient pas à un EPCI en FPU, la formule de calcul est désormais la suivante :

AC 2022 = CFE 2012 + autres ressources de remplacement de la TP 2012 (CVAE, IFR, TASCOM, TAFNB) + compensations part salaire 2012 , TH et CFE – (neutralisation impacts fiscaux de la fusion sur imposition ménages 2013*) – charges nettes transférées pour 2022 (fonctionnement + investissement)

* sauf Homps et Moux qui à l'inverse reçoivent un produit de neutralisation.

*sauf Roquecourbe et St Couat dont les AC sont égales à celles de 2016 telle que définies par la communauté de communes d'origine (CPPA).

2 – fonctionnement de la CLECT

Article 1609 nonies C :

« La Commission est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil dispose d'au moins un représentant ».

En regard de l'article L2123-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) Les membres de la CLECT doivent nécessairement être des conseillers municipaux désignés par chacune des communes.

En 2020, par délibération n°106/20, le Conseil Communautaire de la CCRLCM a défini la composition de la commission comme suit :

* Toutes les communes hors Lézignan Corbières : 1 représentant,

* Commune de Lézignan Corbières : 3 représentants.

La CLECT a donc été élargie à **56 membres** au total.

La commission élit son Président et au moins un Vice-président.

Le Président :

- ▶ convoque la commission,
- ▶ détermine l'ordre du jour,
- ▶ préside les séances.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un Vice-président.

« La commission peut faire appel pour l'exercice de ses missions à des experts ».

Le rapport de la CLECT a pour finalité de retracer le montant des charges transférées par les communes à l'EPCI. Il a pour objet d'éclairer la décision du conseil communautaire lors de la fixation ou de la révision du montant de l'AC.

La CLECT a toute latitude pour étendre son champ d'investigation et produire tout élément d'information en complément de ceux qui sont expressément mentionnés au IV de l'article 1609 nonies C du CGI.

3- modalités de calcul de l'AC lors de chaque nouveau transfert

A partir du moment où une compétence a été transférée des communes vers un établissement public de coopération intercommunale, seul le groupement peut intervenir dans le champ de cette compétence en vertu du principe d'exclusivité. Les communes ne peuvent plus exercer les attributions ainsi transférées.

Ce n'est qu'une fois définis clairement les compétences transférées et l'intérêt communautaire dans les cas où cela est requis, que les transferts de charges peuvent être évalués.

L'évaluation des charges transférées devra se faire de la manière la plus précise qui soit, sur la base du principe de neutralité budgétaire. L'objectif est que chacune des collectivités (EPCI et communes membres) conservent leurs marges de manœuvre.

Toute la difficulté du travail d'évaluation réside dans la capacité de concilier l'intérêt à long terme du groupement et les préoccupations budgétaires des communes membres. En effet, l'AC engage l'établissement public de coopération intercommunale sur le long terme. Dès lors, toute sous-estimation ou minoration artificielle du montant des charges transférées risquera d'affaiblir durablement les capacités financières de la communauté.

Pour évaluer les charges transférées, deux types de charges sont distingués :

a) Les charges de fonctionnement non liées à un équipement

Elles s'apprécient par rapport à **leur coût réel dans le budget communal de l'exercice précédant le transfert** de compétences, ou d'après leur coût réel dans les derniers comptes administratifs précédant le transfert.

La période de référence de trois ans a été supprimée pour apporter plus de souplesse. On peut ainsi retenir soit le dernier budget (dernier compte administratif clôturé), soit une moyenne des derniers comptes administratifs (référence à fixer par la CLECT).

Le coût net est obtenu en retranchant, le cas échéant, le montant des ressources transférées affectées à ces charges.

b) Les dépenses liées à un équipement

Aux termes du CGI, les dépenses liées à un équipement sont calculées sur la base d'un **coût moyen annualisé de l'ensemble des dépenses afférentes au bien pendant toute la durée de sa vie**. Ces dépenses sont le coût initial de l'équipement, les éventuels frais financiers ainsi que les dépenses d'entretien.

Le coût initial de l'équipement est son coût de réalisation (si la commune l'a construit elle-même), ou son coût d'acquisition (si la commune a acheté l'équipement), ou éventuellement son coût de renouvellement (si l'on ne peut pas connaître le coût de réalisation ou d'acquisition ou si ceux-ci n'ont plus de pertinence compte tenu de l'ancienneté du bien).

En plus du coût initial, la loi impose de prendre en compte les frais financiers éventuels (intérêts des emprunts) et les dépenses induites par le fonctionnement de l'équipement. Il s'agit des dépenses d'entretien qu'entraîne l'usage du bien sur toute sa durée de vie (ces coûts ayant logiquement vocation à augmenter à mesure que le bien s'utilise). La prise en compte du coût financier traduit le fait que la charge des emprunts afférents à l'équipement transféré est obligatoirement transférée à l'EPCI.

Une fois le coût global de l'équipement arrêté (coût initial et coût de fonctionnement), il est rapporté à la durée de vie moyenne de l'équipement pour obtenir son coût moyen annualisé. Pour évaluer la durée de vie moyenne, il peut être fait référence aux durées d'amortissement en usage qui sont fixées à titre indicatif par l'instruction budgétaire et comptable M14.

Le coût net est obtenu en retranchant le montant des ressources transférées afférentes à ces charges. C'est ce coût moyen annuel net augmenté du coût net des charges de fonctionnement calculé selon les modalités précitées qui vient minorer l'AC versée aux communes membres.

c) Validation des évaluations des transferts de charges

Une fois l'évaluation effectuée, celle-ci doit faire l'objet d'un accord à la majorité qualifiée des conseils municipaux dans les conditions fixées au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale des communes membres ou bien par la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population (alinéa 7 du IV de l'article 1609 nonies C du CGI).

Ces délibérations doivent être prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la CLECT.

NB : le rapport de la CLECT doit être approuvé par les seules communes membres de l'EPCI. L'adoption de ce rapport par l'organe délibérant de l'EPCI n'a aucune conséquence sur la procédure d'évaluation des charges transférées (alinéa 7 du IV de l'article 1609 nonies C du CGI).

d) Révision du montant initial des AC

Le montant de l'AC fixé initialement entre un EPCI et ses communes membres peut à tout moment faire l'objet d'une révision.

Le V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit quatre types de procédures de révision de l'AC :

- la révision libre qui nécessite un accord entre l'EPCI et ses communes membres en tenant compte du rapport de la CLECT;
- la révision liée à tout transfert de charges entre l'EPCI et ses communes membres ;
- la révision unilatérale du montant de l'AC opérée sans accord entre l'EPCI et ses communes membres ;
- la révision individualisée qui nécessite un accord entre l'EPCI et une majorité qualifiée de ses communes membres.

NB : le 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit que la fixation libre du montant de l'AC entre l'EPCI et les communes membres intéressées doit tenir compte de l'évaluation des charges transférées. En ce sens, l'adoption du rapport d'évaluation des charges transférées et la fixation libre du montant de l'AC sont deux étapes distinctes de la procédure de fixation de l'AC qui nécessitent l'adoption de deux délibérations distinctes.

d) Elaboration du rapport quinquennal portant sur l'évolution des AC

À compter du 1er janvier 2017, le président de l'EPCI est tenu de présenter tous les cinq ans un rapport sur l'évolution du montant des AC au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées à l'EPCI (2° du V de l'article 1609 nonies C du CGI). Ce rapport, dont la forme est libre, fait l'objet d'un débat au sein de l'EPCI et d'une délibération spécifique. Il est ensuite obligatoirement transmis aux communes membres de l'EPCI.

II- HISTORIQUE DES TRAVAUX DE LA CLECT DEPUIS LA CREATION DE LA CCRL

Depuis la création de la CCRL en 2003, la CLECT s'est annuellement réunie pour étudier les transferts de charges suivants :

2003 : évaluation des charges transférées 2003 suite à la création de la CCRL

2004 : évaluation des charges transférées 2004 égale à 2003 compte tenu qu'il n'y a pas eu de transfert sur l'exercice.

2005 : évaluation des charges transférées 2005 et reversement aux communes de la part fiscalisée de taxe professionnelle 2002 sur le SIVOME au regard du principe de neutralité fiscale.

2006 : évaluation des charges transférées 2006 suite à transfert du conservatoire de musique de la ville de Lézignan-Corbières. Le RAM (Relais d'Assistantes Maternelles) de la Commune de Lézignan-Corbières est mutualisé et fait l'objet d'un fonds de concours de la CCRL à la commune (délibération n°117/06 du 06/12/2006).

2007 : évaluation des charges transférées 2007 suite à transfert de l'Espace Culturel des Corbières (le transfert a été opéré en 2006 mais la commission n'avait pas statué définitivement sur le montant de cette charge transférée).

2008 : évaluation des charges transférées 2008

2009 : évaluation des charges transférées 2009. Transfert de la compétence au CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale) de la CCRL au 01/03/2009.

2010 : réforme de la TP et remplacement par la CET (Contribution Economique Territoriale). Versement par l'Etat en 2010 d'une compensation relais.

2011 : évaluation des charges transférées 2011

2012 : évaluation des charges transférées 2012

2013 : année de transition : création de la CC Région lézignanaise, Corbières et Minervois (CCRLCM) suite à la fusion au 1^{er} janvier 2013 de la CC de Mouthoumet (CCMM) et de la CC de la Région lézignanaise (CCRL), de l'extension à 6 communes de la CC du canton de Lagrasse, 7 communes de la CC de la contrée de Durban, ainsi qu'aux communes de Homps (CC du Haut Minervois), Moux (CC Piémont d'Alaric) et Palairac (CC des Hautes Corbières) ; **détermination des attributions de compensation** sur l'ensemble des communes en tenant compte des transferts de charges et du mécanisme de neutralisation des impacts fiscaux de la fusion.

2014 : élection communautaire, nouvelle composition de la CLECT.

2015 : évaluation des charges transférées 2015. Préparation du transfert du réseau des médiathèque pour 2016.

2016 : évaluation des charges transférées 2016 intégrant :

- le transfert de la compétence « médiathèque-lecture publique » des communes de BOUTENAC, FABREZAN, LEZIGNAN-CORBIERES, SAINT ANDRE DE ROQUELONGUE.

2017 : intégration de deux nouvelles communes et neutralisation des transferts: St Couat et Roquecourbe

évaluation des charges transférées 2017 tenant compte :

- de la prise de compétence THD en 2016,
- des effets de la loi Notre notamment sur la compétence tourisme et le schéma d'accessibilité aux services publics (santé notamment),
- de la régularisation du transfert de la déchetterie située à Lézignan Corbières neutralisée par une charge versée par la commune au titre des AC.

2018 :

-au 1^{er} janvier : mise en place de la taxe GEMAPI,

-au 1^{er} janvier 2018 : harmonisation REOM/TEOM territoire ex CCM.

- au 20/05/18 : démarrage du Centre Intercommunal de santé situé à St Laurent de la Cabrerisse,
- finalisation des transferts enfance-jeunesse : transfert de la crèche Jacqueline ARIBAUD et du RAM (Lézignan-Corbières) au 01/08/2018 ainsi que des ALSH intercommunaux de Lézignan-Corbières (au 24/12/18) , St André de Roquelongue et Canet d'Aude (au 1^{er} janvier 19). La charge transférée est calculée et impactée pour la crèche et le RAM à la commune de Lézignan-Corbières sur l'exercice 2018. Quant aux ALSH intercommunaux, la charge transférée correspondante sera impactée en 2019,
- fin 2018 : création de la zone économique de Caumont 2,

2019 :

- fin du cycle d'investissement de la CCRLCM sur son budget principal.
- Portage des travaux sur la zone économique de Caumont 2 (5 M€ H.T) avec l'installation de la première entreprise NARBONNE ACCESSOIRES.

2020 :

- élections municipales, nouvelle gouvernance à la CCRLCM, nouvelle composition de la CLECT.
- finalisation des travaux et plan de commercialisation en cours sur Caumont 2,
- inauguration de la cuisine centrale (SMCC) pour 2,3 M€ HT de travaux et contrat de DSP Elier sur 5 ans (volet Egalim et circuits courts).

2021 :

- modification du schéma de mutualisation avec la ville-centre :
 - fin des activités accessoires des cadres de la ville au 31/12/20,
 - fin du service commun paie-finance au 31/12/20,
 - fin de la convention de gestion de proximité crèche et ALSH_RAM au 31/12/2020 ;
 - fin du service commun informatique au 28/02/21,
 - fin du service commun ADS au 30/06/21,
- adoption à l'unanimité du pacte de gouvernance de la CCRLCM,
- adoption à l'unanimité d'un règlement de fonds de concours aux communes membres,
- rapport de la chambre régionale des comptes et recommandations à mettre en œuvre sous 1 an,
- lancement de la procédure de rédaction du pacte financier et fiscal,
- obligation de produire un rapport quinquennal sur l'évolution des charges transférées qui fait partie intégrante du présent rapport exercice 2021.

2022 :

- mise en œuvre de l'instruction comptable M57 au 1^{er} janvier 2022,
- intégration du personnel de l'ADHCO au CIAS de la CCRLCM au 1^{er} avril 2022,
- adoption du REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER (délibération n° DE_2022_89 du 29/06/2022),
- cadrage de l'intérêt communautaire de la voirie et par conséquent de la charge qui en découle (délibération N° DE_2022_16 du 23/03/2022),
- mise en place de la taxe de séjour intercommunale au 1^{er} juillet 2022 (sauf sur Lézignan-Corbières, St Laurent de la Cabrerisse, Coustouge, Argens minervois, Escalles, Tournissan).
- contrat de concession de service public portant sur la gestion du CHENIL-FOURRIERE COMMUNAUTAIRE (délibération N° DE_2022_115A du 28/09/2022),
- Identification des zones d'activités économiques dans le cadre du transfert de la loi Notre (ZAE) et modalités des conditions patrimoniales de transfert (délibérations N°2022_142 et DE_2022_143 du 28/09/2022),
- rapport de suivi des observations de la CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES (délibération n°DE_2022_119 du 28/09/2022),
- adoption des conventions de reversement de TAXE D'AMENAGEMENT sur les ZAE à hauteur de (80%-20%) entre la CCRLCM et les communes de Lézignan-Corbières, Canet d'Aude, Ornaisons

et Fabrezan (respectivement délibérations n°DE_2022-144, DE_2022_147, DE_2022_146 et DE_2022_145 du 28/09/2022),

-Signature de la convention THD avec le SYADEN pour le versement d'une subvention d'équipement de 1,1 M€ sur la période 2022-2025 (délibération n° DE_2022_134 du 28/09/2022),

-Rédaction du PACTE FINANCIER ET FISCAL en cours (présentation prévue au conseil communautaire du 21/12/2022),

-poursuite de l'aide aux communes membres dans le cadre du REGLEMENT DES FONDS DE CONCOURS,

-poursuite de l'aide à l'immobilier d'entreprise.

III- LA DETERMINATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (AC) EN 2022

Le calcul des AC de 2022 obéit à des règles précédemment définies pour les communes de l'ancienne CCRL (cf supra). Ce calcul intègre les transferts de charges opérés dans plusieurs domaines de compétences (1). Il est rappelé que, lors de la fusion en 2013, les charges des anciennes communautés de communes à fiscalité additionnelle ont été supposées avoir été couvertes par les recettes de fiscalité reprises par la CCRLCM.

Par ailleurs, les AC enregistrent les effets du mécanisme de neutralisation des impacts fiscaux de la fusion (2).

1) Calcul des charges nettes transférées en fonctionnement et en investissement en 2021

A compter de 2013, de nouvelles charges ont été transférées à l'intercommunalité. Les transferts qui ne concernent pas toutes les communes regroupées doivent être soustraits de l'AC.

Elles sont retracées ci-dessous par bloc de compétences.

1-Au titre du développement économique :

-Concernant les **cotisations à la Mission Locale d'Insertion (MLI)** : ces charges sont couvertes par l'ancienne fiscalité pour les communes issues de la CCCD, de la CCL et de la CCMM et Palairac, il n'y a donc pas de diminution des AC pour les communes issues de ces intercommunalités. En revanche pour les autres communes, il s'agit d'un nouveau transfert, à raison de 2€/hab, pour un total de **58 732 €** rapporté à l'ensemble de la population totale de ces communes. En effet, antérieurement à 2013, ces communes payaient directement cette charge. A partir de 2013, c'est la CCRLCM qui se substitue à elles pour le paiement : il convient donc de retenir cette charge sur les AC. Les communes de St Couat et Roquecourbe qui ont rejoint la CCRLCM au 1^{er} janvier 2017, sont dans le même cas (CPPA n'étant pas compétente précédemment).

-Concernant la rubrique **investissement** :

Pour information : la CCRLCM a développé sa compétence développement économique à travers notamment la création de zones d'activités et notamment :

- sur la commune de FABREZAN terminée en 2010.
- sur la commune de LEZIGNAN CORBIERES à travers un budget annexe « plaine de CAUMONT1 » dont le dernier lot a été vendu en 2020.
- sur la commune d' ORNAISONS dont la livraison des premiers lots est intervenue dès début 2017. Pour mémoire, le prix du m² a été fixé à 41€ HT pour une superficie totale commercialisable de 6 696 m² nécessitant une subvention prévisionnelle d'équilibre du budget principal de 31 464€ HT. A fin 2022, il ne reste plus qu'un seul lot à la vente de 1 075 m².
- sur CAUMONT 2 sur Lézignan Corbières (13,7 hectares cessibles).

La CCRLCM est compétente en matière de ZAE (cf loi Notre / Rapports ChRC commune de Lézignan-Corbières et CCRLCM / Note d'enjeux de l'Etat sur le SCOT). C'est la raison pour laquelle, les ZAE situées sur le territoire intercommunal et principalement sur la ville centre, sont transférées à l'intercommunalité avec la neutralisation des charges qui en découle. Suite aux délibérations prises le 28/09/2022, un cabinet d'audit a été chargé d'établir les ratios

applicables dans le cadre de ce transfert pour permettre à la CLECT de proposer le montant des charges transférées et par conséquent le montant de l'attribution de compensation correspondant.

2- Au titre de l'aménagement de l'espace communautaire :

En fonctionnement, concernant l'instruction des droits des sols : pour les communes concernées, la gestion des documents communaux d'urbanisme (instruction des permis de construire...) est directement organisée par la CCRLCM.

Cette mise à disposition par la CCRLCM du service urbanisme mutualisé est conclue à titre onéreux.

A compter du 1^{er} juillet 2021, les coûts de chaque catégorie de dossier sont établis comme suit :

Type	PC	DP	Cub	PA	PD
avant le 01/07/16	133 €	93 €	106 €	226 €	40 €
après le 01/07/16	186 €	130 €	149 €	335 €	56 €

Le tableau ci-après donne le montant à répartir aux communes concernées via les charges transférées :

Dépôts du tarif en €	PC 186 €	PA 335 €	DP 130 €	PD 56 €	Cub 149 €	montant en €
périodes facturées	01/11/2021 au 21/10/2022	01/11/2021 au 21/10/2022	01/11/2021 au 21/10/2022	01/11/2021 au 21/10/2022	01/11/2021 au 21/10/2022	
ALBAS	5	1	1	0	0	1 395 €
ARGENS	11	1	20	0	2	5 279 €
BOUTENAC	21	0	17	0	0	6 116 €
CAMPLONG	5	0	5	0	1	1 729 €
CANET	10	3	11	0	3	4 742 €
CASTELNAU	13	0	9	0	4	4 184 €
CONILHAC	27	0	2	0	1	5 431 €
COUSTOUGES	0	0	3	0	2	688 €
CRUSCADES	14	0	25	0	0	5 854 €
DERNACUEILLETTE	1	0	5	0	0	836 €
ESCALES	11	0	11	1	2	3 830 €
FABREZAN	44	5	38	0	6	15 693 €
FERRALS	15	1	1	0	1	3 404 €
HOMPS	5	0	13	0	2	2 918 €
LAGRASSE	7	1	32	0	3	6 244 €
LUC	11	0	28	0	1	5 835 €
MONTBRUN	3	0	5	0	2	1 506 €
MOUX	6	0	23	1	1	4 311 €
ORNAISONS	18	1	20	0	7	7 326 €
PARAZA	16	0	3	0	0	3 366 €
RIBAUTE	3	1	14	0	0	2 713 €
ROQUECOURBE	5	0	5	0	0	1 580 €
St André	71	2	8	1	5	15 717 €
St Couat	6	0	13	0	0	2 806 €
St LAURENT	8	2	20	0	1	4 907 €
St PIERRE	7	0	5	0	1	2 101 €
TALAIRAN	5	0	7	1	1	2 045 €
THEZAN	9	4	5	0	3	4 111 €
TOURNISSAN	6	0	15	0	0	3 066 €
TOUROUZELLE	6	0	9	1	1	2 491 €
Nb TOTALdossiers						
Prix du dossier	186 €	335 €	130 €	56 €	149 €	
Prix total						0 €
						132 224 €

-En investissement, concernant l'aménagement de l'espace communautaire, pour rappel, la CCRLCM a porté dans son plan pluriannuel d'investissement l'aménagement du pôle éducatif (VRD, parvis, halle de sport, médiathèque tête de réseau sans impact sur les AC à l'exception des médiathèques communales transférées (communes concernées : BOUTENAC, FABREZAN, SAINT ANDRE DE ROQUELONGUE, LEZIGNAN-CORBIERES-voir point 6 ci-dessous).

3-Au titre de la voirie :

Parallèlement à l'extinction du service voirie géré en régie par la CCRLCM, il est apparu nécessaire de « remettre à plat » cette compétence qui a fait l'objet de précision de l'intérêt communautaire (délibération N° DE_2022_16 du 23/03/2022 votée à l'unanimité).

Ainsi, sont distinguées **en investissement**:

1) la charge d'investissement voirie d'intérêt communautaire dite « ancienne » qui s'éteindra dans le temps conformément au tableau joint en **annexe 1** et selon la modalité appliquée suivante :

- chaque année, une contribution voirie d'intérêt communautaire est déterminée par commune en fonction des travaux réalisés. Le calcul de cette cotisation est établi comme suit : travaux réalisés – subvention = contribution VRD d'intérêt communautaire de l'exercice comptable concerné, lissée sur 20 ans à taux fixe de 3%. Cette charge est impactée sur les AC et se cumule avec les charges des années précédentes déterminées de façon identique.

NB : en 2022, cinq communes ont vu leur AC évoluer par intégration des derniers dossiers de VRD communautaire dit « ancienne ». Il s'agit des communes d'Argens, Boutenac, Cruscades, Montseret, Ornaions (fiches travaux transmises sur demande à ces 5 communes).

2) la charge d'investissement voirie d'intérêt communautaire dite « nouvelle » fixée définitivement pour les communes de Boutenac, Lézignan-Corbières, Ornaions et Conilhac-Corbières.

En fonctionnement :

3) un forfait par commune a été défini pour le suivi en ingénierie des services techniques. En 2022, l'enveloppe globale s'élève à **50 064 €** somme répartie de la manière suivante :

- pour les 20 communes issues de la CCRL, 79% de la charge répartie forfaitairement entre les 20 communes soit **1 975€** déduite de l'AC.

- pour toutes les autres communes, la somme résiduelle est répartie à la population totale de chaque commune soit **1,54 € / habitant (population totale)** déduite de l'AC.

4-Au titre de la compétence OM :

Suite à la fusion extension de 2013, la CCRLCM a intégré les déchetteries de SAINT PIERRE DES CHAMPS et ST LAURENT DE LA CABRERISSE.

La déchetterie intercommunale de LAROQUE DE FA est opérationnelle depuis le 02/04/2016.

Concernant la déchetterie intercommunale de Lézignan-Corbières, il convient de rappeler que son transfert réglementaire est intervenue au 1^{er} octobre 2017 avec neutralisation de la charge transférée (voir rapport CLECT 2017) qui est impactée à la commune comme suit :

Récapitulatif

CF FCT	111417
CT TOTAL EQPT BAT (F+I)	18811
CT TOTAL EQT MAT (F+I)	21965
CT RECAP	152 193

dont CT INV

13505

Il convient de noter que **les dépenses et les recettes de flux ne sont pas comptabilisées car tributaires d'évolutions tarifaire et quantitative**. Cette dépense résiduelle est portée annuellement par le financement de la TEOM (comme pour toutes les autres déchetteries intercommunales).

Pour 2022, il est retenu en charge transférée à la commune de Lézignan-Corbières au titre du déficit du service environnement une somme de **360 926€** (dont 152 193€ de transfert de déchetterie hors flux).

5-Action Sociale :

Il est rappelé que le CIAS de la CCRLCM a reçu délégation de compétence pour gérer notamment l'AIDE A LA PERSONNE.

NOUVEAUTE 2022 :

Le CIAS de la CCRLCM a intégré le personnel de l'ADHCO au 1^{er} avril 2022.

Désormais le CIAS de la CCRLCM assure aujourd'hui la gestion intégrale des plannings des intervenantes à domicile sur tout le territoire intercommunal.

Il est rappelé que le CIAS s'est engagé sur :

- la rémunération de l'inter-vacations et les frais de déplacement au réel aux intervenantes,
- la dé-précarisation des emplois précaires,
- la mise en place des astreintes,
- la structuration du service par de nouveaux recrutements (planificatrices notamment),
- le paiement du SEGUR aux aides à domicile à compter du 1^{er} avril 2022,
- la régularisation de cotisations patronales sur exercices antérieurs .

Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'impacter sur les AC, 3€/habitant (= population totale x 3€).

6-Au titre des équipements sportifs et culturels :

-ECC : ce transfert qui concerne la programmation culturelle de l'Espace Culturel des Corbières porte sur la commune de Ferrals-les-Corbières, pour un montant de **53 200€**.

-Conservatoire : ce transfert concerne le transfert du conservatoire municipal de la commune de Lézignan-Corbières pour un montant de **136 900 €**.

Tout développement de cette compétence au-delà des AC retenues, est pris en charge par la CCRLCM.

-MILCOM :la médiathèque intercommunale tête de réseau d'un montant de 5,3 M€ TTC subventionné à 50% y compris remboursement du FCTVA, est officiellement opérationnelle depuis le 01/10/2016.

La charge transférée à retenir définitivement en année pleine aux communes concernées est la suivante (voir rapport CECT 2016):

- commune de SAINT ANDRE DE ROQUELONGUE : **26 524€ dont 7 570€ en investissement**
- commune de FABREZAN : **58 234€ dont 4 112€ en investissement**
- commune de BOUTENAC : **37 176€ dont 15 397€ en investissement**
- commune de LEZIGNAN CORBIERES :**167 820€**

-Equipements sportifs :il est rappelé que la CCRLCM gère la halle de sport Louis TOURNIER à Lézignan-Corbières pour les activités des associations et clubs sportifs en dehors des horaires d'occupation par les collégiens. Le poste de gardien est assumé par la CCRLCM.

Depuis la rentrée scolaire 2016, la CCRLCM gère également la halle du collège-lycée (investissement porté par la CCRLCM de 3,724 M€ financé à hauteur de 42% y compris le FCTVA) en dehors des horaires d'occupation des collégiens et lycéens.

7-Au titre de l'assainissement non collectif :

Cette compétence n'est pas impactée sur les AC. La SAUR est délégataire de ce service public.

8-Au titre de la fourrière-refuge pour animaux:

Les travaux étant désormais terminés, la CCRLVM a attribué contrat de concession de service public portant sur la gestion du CHENIL-FOURRIERE COMMUNAUTAIRE à la SPA (délibération N° DE_2022_115A du 28/09/2022),

9-Au titre de la restauration collective:

Cette compétence n'est pas impactée sur les AC. Le Syndicat Mixte de la Cuisine Centrale (SMCC) a réalisé la réhabilitation de la cuisine pour un montant 2,3 M HT. C'est la société ELIOR qui a été retenue dans le cadre du contrat de délégation de service public de la restauration collective (2020/2025).

A noter que la CCRLCM comme en 2021, prend en charge une grande partie des frais de livraison.

10- au titre de la politique de l'habitat :

Pas de charge transférée impactée aux communes en 2022.

11- au titre de l'aire des gens du voyage :

Cette compétence n'est pas impactée sur les AC.

12-Au titre du tourisme :

La loi Notre fait rentrer la compétence « promotion du tourisme dont création des offices intercommunaux de tourisme » dans le bloc des compétences obligatoires des EPCI.

Pour l'heure, la CCRLCM a fait le choix d'organiser la gestion de sa compétence en régie sans autonomie financière et sans avoir recours à la création d'un office intercommunal du tourisme.

Sur le territoire des Hautes Corbières, la CCRLCM a fait le choix de recruter le personnel de l'ex OT de Lagrasse et d'ouvrir un bureau d'information touristique située sur la commune de Lagrasse. Le personnel recruté est épaulé dans cette tâche par un agent de l'ex CDC de Mouthoumet désormais affecté également pour partie à ce service. Le local est mis à disposition par la commune de Lagrasse.

Sur le lézignanais, la CCRLCM a fait le choix d'ouvrir un bureau d'information touristique à la MILCOM. Le personnel intervenant est pour partie mis à disposition par le PTCM.

Sur le Minervois, le Syndicat Mixte d'Aménagement de Jouarres (SMAJ), dans ses locaux, a organisé un point information pour ses propres besoins mais distribue notamment les documents touristiques de la CCRLCM.

-Les cotisations Pays Touristique (PTOU) sont calculées à partir de la population DGF à raison de **4€ par habitant** (au lieu de 3€ en 2012). Pour les communes issues d'un EPCI qui exerçait la compétence, à savoir les communes de la CCCD et de la CCMM, la cotisation prise en compte pour les AC est calculée sur la base d'un montant de **1€/habitant DGF**. Pour les communes qui exerçaient directement la compétence ou celles qui n'adhéraient pas au Pays Touristique, la cotisation prise en compte, déduite de l'AC, est de 4€/habitant.

-1/3 de la DGF touristique (32 600 € en 2022) est reversé aux communes concernées ex adhérentes au SIAT (majoration des AC), selon une clé définie en 2009 par les services de l'Etat.

-Guide touristique : cette dépense est refacturée aux communes concernées de l'ancienne CCRL pour un total de **13 668 € (pour 18 292,90 € facturés)**. Elle l'est aussi pour la commune de Homps (695 €). Pour les autres communes, issues de la CCCD, de la CCL et de la CCMM, ainsi que Palairac, ces charges sont couvertes par la fiscalité additionnelle (à hauteur de 18 292,90€ -13 668€ =4 633,90 €) ; les dépenses liées au guide touristique ne sont donc pas déduites de l'AC.

-Concernant **l'entretien des sentiers y compris VTT**, des charges sont transférées pour les communes issues de la CCRL ainsi que la commune de Homps et St Couat pour un total de **10 622 €** (fonction du kilométrage de sentier sur la commune). Pour les autres communes, issues de la CCCD, de la CCCL et de la CCMM, ainsi que Palairac, ces charges sont couvertes par la fiscalité additionnelle ; les dépenses liées à l'entretien des sentiers ne sont donc pas déduites de l'AC.

-Bureau de tourisme de Lagrasse : la commune de Lagrasse assume une somme de **4000€** au titre des charges transférées 2022.

La CCRLCM prend également sur ses fonds propres sans répartition sur les AC :

-24 000€ au titre de la poursuite d'actions malgré le désengagement de certains financeurs (1000€ forfait affranchissement),

-10000 € pour contribuer au chantier d'insertion porté par l'association en 2022,

-**8000€** au titre de la promotion presse et numérique,

-**1660,26€** au titre de flux vision avec l'ADT,

-**1209,26€** au titre du travel plan des bases VTT,

-**54 680€** pour le fonctionnement des bureaux d'accueil situés à Lézignan-Corbières et à Lagrasse,

-**45 000 € (en évolution de +30 000€ par rapport à 2021)** pour le financement animation Vignoble et découvertes et la promotion d'actions dans ce cadre (en partenariat avec Corbières Salanque Méditerranée et le Grand Narbonne).

NOUVEAUTE 2022 : mise en place de la taxe de séjour intercommunale au 1^{er} juillet 2022 (sauf sur Lézignan-Corbières, St Laurent de la Cabrerisse, Coustouge, Argens minervois, Escales, Tournissan).

13-Au titre de la compétence scolaire:

Fonctionnement et investissement de l'école de MOUTHOMET

Les charges sont directement supportées par le budget, il n'y a donc pas de charges transférées aux communes.

14-Au titre de la compétence Enfance-Jeunesse :

En 2022, la CCRLCM a mené un diagnostic portant sur le volet social du territoire et plus particulièrement sur l'enfance jeunesse.

Les résultats de ce travail issus des orientations politiques des contractants et des échanges partenariaux donneront naissance à la Convention Territoriale Globale, qui sera signée avec la CAF de l'Aude pour la période 2022-2025.

Il est à noter qu'à partir de 2021 la CAF de l'Aude a modifié ses aides en instaurant les bonus territoires (soit 100 000€ de plus pour la petite enfance) selon les modalités suivantes:

- pour les crèches : une répartition par structure en fonction des places d'agrément,
 - pour les ALSH : une répartition en fonction des heures effectuées.
- Ces Bonus (subvention CAF) sont attribués directement aux associations gestionnaires.

-Concernant les crèches, en 2022 ce sont **217 500h** qui ont été servies toutes les structures confondues.

Les travaux de construction de la nouvelle crèche intercommunale de ROUBIA (20 places supplémentaires) sont lancés. Ce nouveau service public devrait opérationnel en juillet 2023.

Quant-au « Relais assistant(e)s Maternel(le)s » **RAM** communautaire situé sur la commune de Lézignan-Corbières, il regroupe **78 ASMATS** sur le territoire intercommunal permettant 234 places potentielles pour les familles.

-Concernant la jeunesse, en 2022 ce sont **116200h** qui ont été servies toutes les structures confondues (411 places sur le territoire).

Les « Accueils de jeunes sans hébergement » AJSH adolescents

-AJSH St Laurent = 2500h en 2022 pour 16 places

-AJSH Lézignan : accueil dans la MJC sans inscriptions, 50 places

Enfin, concernant les relations avec les associations, des conventions d'objectifs pluri annuelles ont été conclues afin de donner une plus grande lisibilité financière aux structures concernées.

A titre de rappel, la CCRLCM s'est positionnée sur les modalités suivantes :

- la CCRLCM prend en charge 3000 € pour les bâtiments mis à disposition par les communes,
- la CCRLCM prend en charge les frais de transports à concurrence de 4000€ maximum par et par structure pour les ALSH associatifs de Lagrasse, Fabrezan et Ornaisons. (Délibération DE_2022_44 du 23/03/22)

14.1 fonctionnement des « Accueils de loisirs sans hébergement » ALSH :

14.1.1 ALSH en régie directe :

Le coût moyen horaire 2022 pour couvrir le déficit prévisionnel 2022 s'établit à 2,30€ par heure servie. C'est donc cette donnée qui sera appliquée pour le calcul de la charge transférée liée aux ALSH gérés en régie.

ALSH de Lézignan-Corbières :

L'Alsh de Lézignan Corbières, géré en régie directe, a été transféré à la CCRLCM au 1^{er} janvier 2019.

Le bâtiment accueillant cette activité a été mis à disposition de la CCRLCM et fait l'objet d'un remboursement conventionnel de 3 300€.

Le calcul de la charge transférée 2022 est établie en fonction du nombre d'heures servies multiplié par le taux horaire moyen de 2,30€.

Ainsi, pour la commune de Lézignan-Corbières, 19 000 heures ont été servies soit 43 700€.

ALSH de Canet d'Aude:

L'Alsh de Canet d'Aude, géré en régie directe, a été transféré à la CCRLCM au 1^{er} janvier 2019.

Le bâtiment communal accueillant cette activité a été mis à disposition de la CCRLCM et fait l'objet d'un remboursement conventionnel de 3 000€.

Le calcul de la charge transférée 2022 est établie en fonction du nombre d'heures servies multiplié par le taux horaire moyen de 2,30€.

Ainsi, pour la commune de Canet d'Aude, 8 400 heures ont été servies soit 19 320 €.

ALSH/AJSH ST Laurent de la Cabrerisse:

Lors de la fusion en 2013, l'ALSH/AJSH de St Laurent en service depuis plusieurs années déjà, ont été transférés à la CCRLCM ainsi que la fiscalité additionnelle y afférente.

Il n'y a donc pas lieu de retenir une charge transférée aux communes issues de l'ex CCCD sur ce service. Le raisonnement sera identique concernant le fonctionnement de la crèche de St Laurent de la Cabrerisse.

La CCRLCM verse une aide de 3000€ au titre du bâtiminaire à la commune de SAINT LAURENT DE LA CABRERISSE.

ALSH de St André de Roquelongue :

L'Alsh de St André, géré en régie directe, a été transféré à la CCRLCM au 1^{er} janvier 2019.

Le bâtiment accueillant cette activité a été mis à disposition de la CCRLCM et fait l'objet d'un remboursement conventionnel de 3000€.

Le calcul de la charge transférée 2022 est établie en fonction du nombre d'heures servies multiplié par le taux horaire moyen de 2,30€.

Ainsi, pour la commune de St André de Roquelongue, 3 800 heures ont été servies soit 8 740€.

14.1.2 Tableau récapitulatif de la charge transférée sur les ALSH/AJSH gérés en régie directe

Le tableau en **annexe 2** présente le montant des charges transférées à impacter aux communes concernées.

NOUVEAUTE 2022 :

Toutes les communes contribuent désormais au coût de fonctionnement à hauteur de 30% de la charge transférée.

14.1.3-ALSH associatifs

Le coût moyen horaire 2022 pour couvrir le déficit prévisionnel 2022 est différent selon les structures et s'établit comme suit :

- pour l'Alsh associatif d'Ornaions : 1,58€ par heure servie,
- pour l'Alsh associatif de Fabrezan : 2,45€ par heure servie,
- pour l'Alsh associatif de Lagrasse : 1,58€ par heure servie (dont 20 730€ de neutralisation de fiscalité-voir CLECT2013).

Ce sont donc ces données qui seront appliquées pour le calcul de la charge transférée liée aux ALSH gérés par les associations.

Le tableau en **annexe 3** présente le montant des charges transférées à impacter aux communes concernées.

14.2 Les crèches

14.2.1 les crèches gérées en régie directe :

Le coût moyen horaire 2022 pour couvrir le déficit prévisionnel 2022 s'établit à 2,52€ par heure servie. C'est donc cette donnée qui sera appliquée pour le calcul de la charge transférée liée aux crèches gérées en régie.

Crèche de Lézignan-Corbières :

La crèche de Lézignan Corbières, géré en régie directe, a été transféré à la CCRLCM en 2018.

Le bâtiment accueillant cette activité a été transféré de la CCRLCM et fait l'objet d'une neutralisation de charges au titre du bâtiment de 25 860€ par an.

Le calcul de la charge transférée de fonctionnement 2022 est établie en fonction du nombre d'heures servies multiplié par le taux horaire moyen de 2,52€.

Ainsi, pour la commune de Lézignan-Corbières, 39 000 heures ont été servies soit 98 278€.

Crèche de St Laurent de la Cabrerisse :

Lors de la fusion en 2013, la crèche de St Laurent de la Cabrerisse en service depuis 2005, a été transférée à la CCRLCM ainsi que la fiscalité additionnelle y afférente.

Il n'y a donc pas lieu de retenir une charge transférée aux communes issues de l'ex CCCD sur ce service.

La CCRLCM verse une aide de 3000€ au titre du bâtiminaire à la commune de SAINT LAURENT DE LA CABRERISSE.

Crèche de Talairan :

Ce projet n'étant pas intégré dans la fiscalité transférée en 2012, la charge transférée 2022 est impacté aux communes de l'ex CDC de LAGRASSE en fonction du nombre d'heures servies.

Les usagers de cette intercommunalité pouvant accéder également à la crèche de ST LAURENT distante de 5 kms de la crèche de TALAIRAN, il est également impacté pour ces communes la charge transférée 2022 en fonction du nombre d'heures servies

Le calcul de la charge transférée de fonctionnement 2022 est établie en fonction du nombre d'heures servies multiplié par le taux horaire moyen de 2,52€.

14.2.2 Tableau récapitulatif de la charge tranférées sur les crèches gérés en régie directe

Le tableau en annexe 4 présente le montant des charges transférées à impacter aux communes concernées.

NOUVEAUTE 2022 :

Toutes les communes contribuent désormais au coût de fonctionnement à hauteur de 30% de la charge transférée.

14.2.3 les crèches associatives :

Le coût horaire 2022 pour couvrir le déficit prévisionnel 2022 est identique dans les 3 crèches associatives de Ferrals les Corbières, Boutenac et Ornaisons.

Il s'établit à 1,38€ par heure servie. C'est donc cette donnée qui sera appliquée pour le calcul de la charge transférée liée aux crèches gérées en régie.

Le tableau en **annexe 5** présente le montant des charges transférées à impacter aux communes concernées.

Fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) :

A compter du 01/08/2018, le RAM a fait l'objet d'un transfert générant une charge transférée à impacter à la commune de Lézignan-Corbières. Cette charge s'établit à 15 000€/an.

15000€ sont également impactés sur les autres communes en fonction de la population (totale).

15-Au titre de la lutte pour la désertification médicale et para médicale :

La question de la santé à l'échelle de notre territoire constitue l'une des préoccupations majeures des élus.

L'élaboration et la conduite du projet territorial de santé ainsi que le maintien de l'offre de soins en milieu rural et urbain sont inscrits dans le projet de territoire intégré dans le pacte de gouvernance intercommunal voté à l'unanimité lors du conseil communautaire du 23 juin 2021.

En faisant de la santé une priorité d'actions, la CCRLCM souhaite se donner les moyens de cette ambition, au service de son territoire, des professionnels qui le composent et de ses concitoyennes et concitoyens.

Si le territoire intercommunal dispose de nombreux atouts en matière de santé dont l'hôpital de Lézignan Corbières est un point d'ancrage particulièrement important, force est de constater que la désertification médicale déjà présente sur certaines parties du territoire s'accélère également sur la centralité rendant ainsi l'accès aux soins plus difficile.

En outre les ruptures dans les parcours de santé, à la fois des jeunes, des aînés, ou encore des personnes fragilisées par la maladie, le chômage ou la précarité viennent complexifier l'accès aux droits ou aux soins,

C'est donc collectivement, en lien avec l'ARS, les professionnels de santé, et en associant particulièrement le Département et la Région Occitanie, ainsi que toutes les institutions et organisations concernées (CAF, MSA, associations...) jusqu'aux citoyennes et citoyens, qu'il convient de rechercher les moyens de:

- **Promouvoir une organisation de l'offre de santé cohérente, lisible et attractive sur tout le territoire intercommunal,**
- **Faciliter, dans une logique de parcours, l'accès aux droits et à la santé de tous,**
- **Soutenir la prévention et la promotion de la santé ainsi que les environnements qui y sont favorables.**

En s'appuyant sur les dynamiques locales de santé, la CCRLCM doit au préalable identifier les besoins permettant par suite d'établir un plan collectif d'actions pour proposer des réponses de proximité, adaptées au plus près de nos territoires.

C'est en ce sens que la CCRLCM est en train de rédiger son schéma territorial de santé et a recruté un coordinateur territorial de santé (mai 2022).

-Concernant la Maison Médicale de Garde de Lézignan Corbières :

En 2009, la CCRL a lancé la construction de la MAISON MEDICALE DE GARDE qui est à ce jour équilibrée par les loyers perçus auprès de l'APSA.

Face au désengagement de l'ARS, la CCRLCM a consenti à l'APSA, à compter du 1er juillet 2017, un rabais sur loyer de 600 €/mois passant ainsi de 900€ /mois à 300€/mois.

-Concernant la Maison Médicale Santé de Saint Laurent de la Cabrerisse :

En 2013, la CCRLCM a lancé la construction de la MAISON MEDICALE DE SAINT LAURENT permettant un service public de proximité sur le territoire élargi des Hautes Corbières.

Le coût des travaux s'est établi à 920 000 € TTC subventionné à 63% y compris remboursement du FCTVA.

La maison de santé accueille à ce jour un cabinet de médecin libéral (Julien Dufour), et un cabinet de médecin généraliste du centre intercommunal de santé : le Dr JORDAN.

La maison de santé accueille en outre le cabinet de 3 infirmières libérales, le cabinet de 2 kinésithérapeutes, le cabinet d'une orthophoniste, d'une sage-femme et le service de soins infirmiers à domicile du secteur.

Aujourd'hui toutes les cellules sont louées à temps plein et les loyers encaissés par la CCRLCM couvrent l'emprunt contractualisé pour cette opération.

Mais au-delà de ces notions d'occupation et comptables ce centre avec la pharmacie adossée est devenu un véritable pôle qui rayonne sur toutes les localités alentour. Sur ce point d'étape nous pouvons qualifier cet investissement communautaire comme un succès. Les plages d'ouvertures sont larges et la patientèle est satisfaite et du service rendu et de la qualité des infrastructures.

NOUVEAUTE 2022 :

Tout prochainement, une convention de mutualisation du coordonnateur de santé sera mis en œuvre entre la CCRLCM et la ville-centre.

16-Au titre de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie:

Cette compétence activée à ce jour à travers la convention « mon coach ecologis » signée avec le CD11 n'est pas impactée sur les AC.

17-Au titre du très haut débit:

La CCRLCM a signé la première convention THD avec le SYADEN en septembre 2016 (phase 1).

Dans le cadre de ce plan pluriannuel ambitieux 2015/2030 visant à couvrir le territoire en Très Haut Débit (THD), le montant des investissements sur notre intercommunalité s'est établi à

23,5 M€ avec une part résiduelle à charge pour la CCRLCM de(**3,470 M€ + 208 K€ au titre des charges de structure du SYADEN**) soit in fine **3,678 M€**.

Le plan de dépenses assumé par la CCRLCM a donc été le suivant pour la phase n°1 :

Nouveau calendrier de versement à la suite de l'avenant n°2 du 29/03/2019

CC Région Lézignanaise, Corbières et Minervois							
Section d'investissement	Total	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Subvention d'équipement	3 470 636,54 €	602 598,00 €	635 648,50 €	965 661,85 €	422 242,73 €	422 242,73 €	422 242,73 €
Section de fonctionnement	Total	2016	2017	2018	2019	2020	
charges de structure	207 860,00 €	41 572,00 €	41 572,00 €	41 572,00 €	41 572,00 €	41 572,00 €	

Dans le cadre du déploiement sur la période 2022/2025 (phase 2), la CCRLCM s'est engagé dur **1,1 M€** supplémentaires.

Au final, ce seront près de **4,8 M€** qui auront été supportés par la CCRLCM sans impact à ce jour sur les communes pour couverture THD à 100% du territoire à horizon 2025.

18-Au titre des agences postales intercommunales:

Cette compétence ne concerne que les communes issues de la CC de MOUTHOMET. Ce service délégué à l'ADHCO jusqu'en 2015 et renouvelable 1 fois de façon expresse pour une durée de 9 ans est à ce jour financièrement équilibré. Il n'y a donc pas lieu d'impacter cette compétence sur les AC.

19- Au titre de la compétence pool administratif :

Ce service ne concerne que quelques communes issues de la CC de MOUTHOMET. La charge transférée en 2022 s'établit à **105 611€**.

NB : les salaires s'établissent sur la période du 01/12/21 au 30/10/22 soit sur 11 mois. Pour éviter un effet ciseau sur 2023, les salaires sont recalculés sur une base de 12 mois.

COMMUNES	du 01/12/21 au 30/11/22 Heures hebdo	pop DGF 01/01/22 (derniere connue)	montant /hab DGF	total repart hab DGF	2eme part	2eme part / heures d'ouverture	Coût frais de depl	CT 22
AURIAC	12	54	63 €	3 402 €	75 121 €	11 268 €	281 €	14 951 €
MASSAC	12	55		3 465 €		11 268 €	281 €	15 014 €
TERMES	20	84		5 292 €		18 780 €	1 286 €	25 358 €
VILLEROUGE TERMENES	25	203		12 789 €		23 475 €	1 286 €	37 550 €
SALZA	11	38		2 394 €		10 329 €	14 €	12 737 €
	80			27 342 €		75 121 €	3 148 €	105 611 €

20- Au titre de la compétence étang de JOUARRES:

Cette compétence concerne la commune d'HOMPS. Le conseil communautaire s'est prononcé favorablement notamment sur les points suivants :

- par délibération n° 184/13 du 15/10/13 portant sur la création du syndicat mixte et l'adoption de ses statuts,
- par délibération n° 185/13 du 15/10/13 actant l'adhésion de la CCRLCM au syndicat mixte de Jouarres et acceptant la modification des statuts de la CCRLCM incluant la compétence « site de l'étang de Jouarres ».
- par délibération n°59/14 du 30/04/14 portant approbation du pacte financier du syndicat mixte de Jouarres qui stipule notamment :

- en son article 2, la définition et la composition des ressources affectées au syndicat mixte : « les EPCI et les communes affectent et versent chaque année au SM les recettes fiscales et parafiscales correspondant :

- aux projets réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SMAJ (ou du SMBVA)
- aux projets ou biens dont la gestion a été déléguée au SMAJ par voie contractuelle,
- aux projets ayant bénéficié et qui bénéficieront des concours financiers dudit syndicat (ou du SMBVA – dans ce cas, la reversion de fiscalité sera réalisée au prorata du concours financier par rapport au montant des frais engagés par les communes).

Dans ce cadre-là sont concernés :

- le produit net de la contribution économique territoriale (CET). Ce produit est composé de :
 - la cotisation foncière entreprise (CFE)
 - la cotisation à la valeur ajoutée (CVAE)
- le produit de la TASCOM,
- le produit de l'IFER,
- le produit de TH,
- le produit de la TFB,
- le produit de la TFNB,
- le produit des taxes d'urbanisme issus de l'aménagement de la zone de Jouarres, produit constitué par :
 - la taxe locale d'équipement (TLE), les programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) jusqu'au 31 décembre 2013
 - la taxe d'aménagement à compter du 1^{er} janvier 2014 quel que soit l'origine du projet.

Le produit de la taxe de séjour perçu à l'intérieur du périmètre syndical, quel que soit l'origine du projet, est intégralement reversé au SMAJ.

Toute opération immobilière à l'intérieur du périmètre statutaire du SMAJ, nécessitant une autorisation d'urbanisme, devra être soumise, avant délivrance de ladite autorisation, à l'avis du conseil syndical. »

-en son article 3- modalités de recensement des redevables localisés sur la zone : « la zone de Jouarres applicable pour la présente convention, se définit comme le périmètre syndical tel que précisé sur la carte annexée dans les statuts constitutifs du SMAJ.

La localisation des redevables sur la zone s'effectue à partir de l'identification du nom et de l'adresse de chaque redevable, sur les matrices des rôles de l'ensemble des ressources fiscales de chaque commune et EPCI.

Une copie de ces extraits de matrice est transmise au syndicat mixte chaque année par chaque commune et EPCI, détaillant les produits acquittés par redevable et les différents dégrèvements dont il bénéficie, y compris celui pratiqué au titre du plafonnement par rapport à la valeur ajoutée.

S'agissant des redevables sur zone ayant acquitté la taxe de séjour, les collectivités bénéficiaires adressent au syndicat Mixte la liste des titres de recettes émis pour l'année civile correspondante. »

En 2022, la CCRLCM se substitue à la commune de Homps dans le cadre du paiement de ses contributions au SMAJ qui s'établit comme suit :

ex TPU = 75 708 €

+THTF22 prévisionnel = 90 000€

+TS22 = 17 592€

= somme totale à impacter soit 183 300 €

-soit au total de **183 300 €** à impacter au titre de cette compétence sur les AC de la commune d'Homps. En outre, il convient de noter l'implication de la CCRLCM dans le cadre du développement du SMAJ qui contribue à compter de 2016 à hauteur de **30 000€**, cette somme n'étant pas impactée à la commune d'HOMPS.

NB : les régularisations (prévisionnel – réel) seront impactées en N+1

2) Neutralisation des impacts fiscaux de la fusion à 4 EPCI à compter de 2013

En 2013, la fusion des 4 EPCI s'est traduite par la mise en place d'**une fiscalité dite « mixte »** : fiscalité professionnelle unique (taux unique de CFE), et taux additionnels sur les taxes d'habitation, de foncier bâti et foncier non bâti. L'application de ces nouveaux taux a fait varier la pression fiscale sur le territoire de chaque ancienne communauté. Aussi, afin de neutraliser ces variations, à la hausse et à la baisse, des ajustements ont été opérés au travers de la fiscalité communale et des attributions de compensation. **In fine, le niveau de pression fiscale est resté inchangé (sauf variation des taux décidée par les communes, indépendamment des conséquences de la fusion).**

a) Unification de la CFE

A compter de 2013, la FPU se traduit par l'application d'un taux unique de CFE (34,95%) sur l'ensemble du territoire de la CCRLCM. En 2013, ce taux, assez proche de celui de l'ancienne CCRL qui concentre l'essentiel des bases de CFE, était très différent de celui que connaissaient la plupart des communes issues des autres EPCI (de 10,47% pour Bouisse jusqu'à 39,83% pour St-Martin-des-Puits).

Ainsi, afin de limiter l'impact de l'unification de la CFE pour les contribuables, la loi autorise la mise en place d'une période de lissage des taux de 12 ans au maximum. Le conseil communautaire a décidé par la délibération de fixer cette période à 12 années.

b) Compensation du transfert de la fiscalité professionnelle

A compter de 2013, le transfert de la fiscalité professionnelle est neutralisé par un reversement équivalent, opéré par la CCRLCM, sous forme **d'attribution de compensation**.

c) Neutralisation des nouveaux taux additionnels de fiscalité locale en 2013 et suivants

En 2013, le passage en FPU dans le cadre de la fusion a impliqué un recalcul des taux de fiscalité ménage (TH, TFB, TFNB). L'application de ces nouveaux taux calculés à partir des taux moyens pondérés des anciens EPCI, a entraîné une variation de la pression fiscale sur le territoire, différente selon les secteurs.

- Variation à la hausse sur le secteur de l'ex CCRL ;
- Variation à la baisse sur les autres secteurs.

En 2013, il a été convenu que la fusion ne devait, en aucun cas, pénaliser les contribuables ménages du territoire.

Aussi, pour neutraliser les effets de la fusion sur la fiscalité des ménages, il a été proposé de mettre en place un mécanisme de neutralisation fonctionnant de la manière suivante :

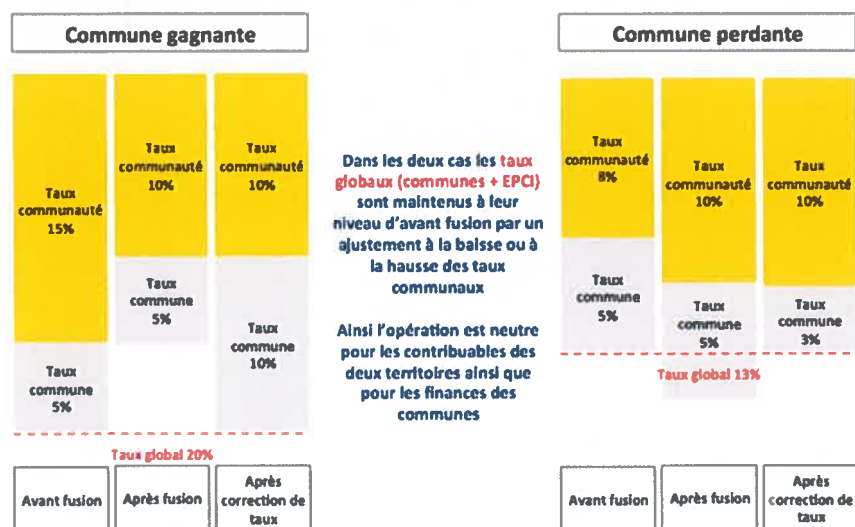
- 1) en cas d'augmentation de la pression fiscale, les communes ont été appelées à corriger la hausse des taux communautaires par une réduction équivalente de leurs propres taux. Le produit manquant a été compensé par la CCRLCM au moyen d'une majoration équivalente de l'attribution de compensation. Cette situation concernait les communes de l'ex CCRL, Homps et Moux ;

- 2) symétriquement, les autres communes, qui enregistraient une baisse de la fiscalité communautaire, ont été appelées à reprendre les taux de leur ancienne communauté, étant entendu que le produit supplémentaire correspondant a été retenu par la CCRLCM sur leur attribution de compensation.
- 3) **Dans ce schéma, la majoration de l'attribution de compensation des communes du premier groupe a été financée par la minoration de l'attribution de compensation des communes du second groupe.**

Il importe de noter que ce calcul a pris en compte les parts départementales de TH récupérées en 2011 par les communes, reprises aujourd'hui intégralement par la CCRLCM.

Pour les communes autrefois membres d'un EPCI en fiscalité additionnelle, les taux communaux ont donc été diminués à concurrence des fractions de TH départementale. La perte de produit en résultant a été intégralement compensée par un abondement de l'attribution de compensation. Ce mécanisme a ainsi évité une double imposition des contribuables.

• Mécanisme de neutralisation des variations de taux:



Rapport adopté à l'unanimité des membres présents en sa séance du 17/11/2022 dont liste annexée au présent rapport.

Fait à Lézignan-Corbières, le 17/11/2022

André HERNANDEZ,
Président de la CCRLCM.

